



SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

RAPPORT N° 446 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 30 JUIN 2024

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 22 au 29 juin 2024 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au cours de cette période, au moins trois (3) personnes ont été assassinées dans les provinces de Bubanza, Gitega et Rumonge.

Le rapport déplore aussi le cas deux (2) personnes qui ont été enlevées dans la province de Muyinga et en mairie de Bujumbura.

1. Atteintes au droit à la vie

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi a révélé que dans la matinée de mercredi 19 juin 2024 un homme connu sous le nom de Rénovât Nduwimana alias Pomo a été tué à coups de bâtons par un groupe de cinq Imbonerakure qui l'a surpris en train de voler des régimes de palmiers à huile sur la colline de Gatagura en commune de Mpanda de la province de Bubanza (nord-ouest du Burundi).

Selon des sources locales, les auteurs de ce meurtre ont pris fuite aussitôt qu'ils ont appris que la police les recherchait après la plainte de la famille de la victime.

SOS-Torture Burundi demande à la police de Bubanza de rechercher activement les auteurs du crime afin qu'ils soient traduits devant la justice et punis conformément à la loi.

- Dans la matinée de dimanche 23 juin 2024, le corps sans vie du 1^{er} Sergent de police Lionel Bizoza, âgé de 34 ans, a été retrouvé gisant dans le ruisseau de Karonga au pied de la colline de Rukoba en commune et province Gitega (centre du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre (voir la photo ci-dessous), le corps était allongé sous le pont à côté d'une moto.



Des sources en provenance de sa famille estiment que Lionel Bizoza a été tué ailleurs et que son corps et sa moto ont été jetés dans ce ruisseau pour simuler un accident et ainsi fausser toute enquête subséquente.

SOS-Torture Burundi demande l'ouverture d'une enquête approfondie et indépendante pour identifier les circonstances et les auteurs de la mort de Lionel Bizoza afin qu'ils soient punis conformément à la loi.

- Dans la matinée de mardi 25 juin 2024, le corps sans vie d'Emmanuel Nduwimana, âgé de 46 ans, a été retrouvé flottant sur les eaux du lac Tanganyika tout près du port de Rumonge, au quartier de Kanyenkoko du chef-lieu de cette province du sud-ouest du Burundi.

Selon des témoins de la découverte lugubre, le corps d'Emmanuel Nduwimana, planton dans un hôtel de la localité, ne présentait aucune blessure.

SOS-Torture Burundi demande l'ouverture d'une enquête pour déterminer les circonstances de la mort de la victime et punir les auteurs du crime conformément à la loi.

2. Cas d'enlèvements ou de disparitions forcées

- Dans l'avant-midi de samedi 22 juin 2024, le directeur de la Clinique Fondation STAMM, Dieudonné Hakizimana, a été enlevé par des agents du SNR (Service National de Renseignement) sur une station-service de Kamenge en face de l'Interbank Burundi dans la commune de Ntakangwa, au nord de la capitale économique Bujumbura (ouest du Burundi), et a été conduit vers une destination inconnue à bord du véhicule de service.

Selon des sources en provenance de sa famille, le Dr Dieudonné Hakizimana a été libéré le même jour vers minuit après un long interrogatoire mené par des agents du SNR.

SOS-Torture Burundi demande à l'Administration générale du SNR de mettre fin au phénomène d'arrestations opérées sous forme d'enlèvements en passe de devenir le mode opératoire de privation de liberté au sein de ce service, au passé peu reluisant, dépendant pourtant directement de la présidence de la République du Burundi.

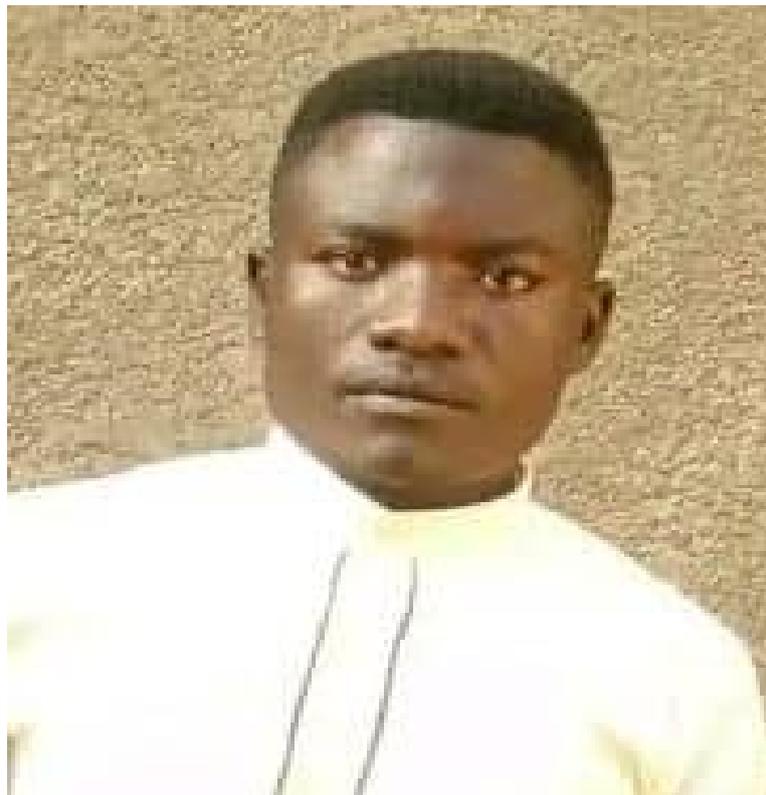
- Dans l'après-midi de samedi 22 juin 2024, vers 18 heures, un homme jeune connu sous le nom d'Alexis Tuyishime, âgé de 26 ans, a été enlevé par le responsable des Imbonerakure¹ en province de Muyinga, Shabani Nimubona, accompagné d'un autre Imbonerakure connu sous le nom d'Isaac Nemeyimana alias Rastacar, sur la colline de Nyakabiga de la zone de Ruzo, en commune de Giteranyi de la province de Muyinga (nord-est du Burundi).

¹ Une ligue des jeunes affiliés au parti CNDD-FDD (National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie).

Selon des témoins, Alexis Tuyishime (voir sa photo ci-dessous), originaire de la colline de Kijumbura de la zone de Masaka dans la même commune de Giteranyi, a été enlevé au moment où il venait de faire la prière dans une église située dans la localité de Ruzo où habite son oncle, Samuel Nyandwi, à qui il était allé rendre visite. Ils l'ont ensuite conduit en trombe vers une destination inconnue à bord de leur véhicule Toyota Probox.

Des sources locales ont précisé qu'Alexis Tuyishime fut militant du parti MSD (Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie) avant de se réfugier au Rwanda et de rentrer au pays natal en 2021.

SOS-Torture Burundi déplore la persistance de cas d'enlèvements suivis le plus souvent de disparitions forcées et demande au chef de l'Etat, Evariste Ndayishimiye, de faire cesser le phénomène d'enlèvements devenu insoluble depuis l'avènement du parti CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie) au pouvoir.





SOS - Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.